



PROCÈS-VERBAUX
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE
NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

SESSION SPÉCIALE

**30 septembre au
2 octobre 1981**

SPECIAL SESSION

**30 September to
2 October 1981**

**DEUXIÈME SESSION
TRENTÉ-DEUXIÈME LÉGISLATURE**

**SECOND SESSION
THIRTY-SECOND LEGISLATURE**

Président
**L'HONORABLE
CLAUDE VAILLANCOURT**

President
**THE HONOURABLE
CLAUDE VAILLANCOURT**

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Proclamation: Convocation de la deuxième session de la 32 ^e Législature	V
Allocution d'ouverture du lieutenant-gouverneur	1
Motion d'urgence en vue de l'adoption d'une motion présentée par le Premier ministre	3
Motion du Premier ministre relative au jugement de la Cour suprême du Canada concernant le rapatriement de la Constitution canadienne .	4
Dépôt de document: Analyse media effectuée par le Bureau de recherches publicitaires (<i>document de la session n° 1</i>)	10
Motion relative à la liste des membres de la Commission de l'Assemblée nationale	10
Motion concernant les projets de loi à être réinscrits au <i>Feuilleton</i>	11
Prorogation de la deuxième session de la 32 ^e Législature	11

CONTENTS

	PAGE
Proclamation: Convocation of the Second Session of the 32nd Legislature	V
Opening Address by the Lieutenant-Governor	1
Motion for an emergency debate on a motion introduced by the Prime Minister	3
Motion moved by the Prime Minister concerning the judgment by the Supreme Court of Canada in the matter of the patriation of the Canadian Constitution	4
Tabling of a document: Media impact analysis prepared by the Bureau de recherches publicitaires (<i>Sessional Paper No. 1</i>)	10
Motion concerning the membership of the Committee on the National Assembly	10
Motion for the reinstatement of Bills on the <i>Agenda Paper</i>	11
Prorogation of the Second Session of the 32nd Legislature	11

PROCLAMATION



(Convocation)

[L.S.]
Canada
Province de
Québec

JEAN-PIERRE CÔTÉ

ÉLISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À Nos très aimés et fidèles Membres de l'Assemblée nationale du Québec,

SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU QUE pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature du Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour 15 heures, le trentième jour de septembre prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, à l'Hôtel du Parlement, en la ville de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

[L.S.]
Canada
Province of
Québec

JEAN-PIERRE CÔTÉ

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To Our Beloved and Faithful the Members of the National Assembly of Québec,

GREETING:

PROCLAMATION

WHEREAS it is expedient for various considerations to summon the Legislature of Québec, We do hereby convene you for the thirtieth day of September next, at three o'clock in the afternoon, and, accordingly, command and enjoin you to meet on such date at the Parliament Building, in the City of Québec, for the despatch of the business of the Province and to examine, discuss and conclude upon the questions to be submitted to you.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre
Nos présentes Lettres patentes et à
icelles fait apposer le Grand Sceau de
la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé
l'honorable JEAN-PIERRE CÔTÉ, C.P.,
lieutenant-gouverneur de ladite pro-
vince.

Donné en Notre ville de Québec, le vingt-
huitième jour de septembre, l'an de
grâce mil neuf cent quatre-vingt-un et
de Notre règne le trentième.

Par ordre,

Le secrétaire de la Législature,
RENÉ BLONDIN.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have
caused these Our Letters to be made
Patent and the Great Seal of Our Pro-
vince of Québec to be hereunto af-
fixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well-
beloved the Honourable JEAN-PIERRE
CÔTÉ, P.C., Lieutenant-Governor of
the said Province.

Given in Our City of Québec, this twenty-
eighth day of September, in the year
of Our Lord one thousand nine hun-
dred and eighty-one and in the thirtieth
year of Our Reign.

By command,

RENÉ BLONDIN,
Secretary of the Legislature.

PROCÈS-VERBAUX
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE
NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

30 ÉLISABETH II
1981

N° 1

ISSN 0703-5004

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente-deuxième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-Second Legislature

Le mercredi 30 septembre 1981

Wednesday, 30 September 1981

À quinze heures, M. le Président prend le fauteuil.

At three o'clock p.m., Mr President took the Chair.

L'honorable lieutenant-gouverneur, accompagné de son aide de camp, fait son entrée dans l'Assemblée nationale et occupe le fauteuil.

The Honourable the Lieutenant-Governor, accompanied by his Aide-de-Camp, entered the National Assembly and occupied the Chair.

Alors l'honorable lieutenant-gouverneur lit l'allocution d'ouverture suivante à l'adresse du Parlement.

The Honourable the Lieutenant-Governor then read the following Opening Address to Parliament.

*Mesdames et Messieurs
de l'Assemblée nationale,*

*Ladies and Gentlemen of the
National Assembly,*

Vous avez été convoqués aujourd'hui en session spéciale pour vous prononcer sur une démarche constitutionnelle entreprise dans un autre parlement et qui, comme vient de le déclarer à l'unanimité la Cour suprême du Canada, affecte d'une manière fondamentale vos droits, vos pouvoirs et votre statut en tant que membres de l'Assemblée nationale du Québec.

You have been convened today to a special session to express your opinion on a constitutional plan which has been proposed by another Parliament and has just been unanimously declared by the Supreme Court of Canada to affect, in a fundamental way, your rights, powers and very status as Members of the National Assembly of Québec.

Dans son jugement, la Cour suprême a déclaré, notamment, et je cite:

...si le projet de *Charte des droits* devenait loi, chacun des chefs de compétence législative provinciale (et fédérale) pourrait être touché. En outre, la *Charte des droits* aurait un effet rétrospectivement de même que prospectivement de sorte que les lois édictées par une province à l'avenir de même que celles édictées dans le passé, même avant la Confédération, seraient susceptibles d'être attaquées en cas d'incompatibilité avec les dispositions de la *Charte des droits*. Cette *Charte* diminuerait donc l'autorité législative provinciale sur une échelle dépassant l'effet des modifications constitutionnelles antérieures pour lesquelles le consentement des provinces avait été demandé et obtenu.

En tant que dépositaire et fiduciaire de droits qui appartiennent à la nation québécoise, votre Assemblée se doit donc de veiller jalousement et de défendre ces droits contre tout amoindrissement auquel elle n'aurait pas clairement consenti.

Le gouvernement espère que cette tâche fondamentale ralliera tous les membres de votre Assemblée de quelque parti ou de quelque origine qu'ils soient, afin que notre peuple puisse trouver dans son Assemblée nationale l'image de la solidarité dont il a besoin pour défendre ses droits et s'assurer des moyens de son plein épanouissement.

L'honorable lieutenant-gouverneur se retire, accompagné de son aide de camp.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le message inaugural prononcé par le Premier ministre est suspendu et M. Charron propose:

In its judgment, the Supreme Court of Canada declares, and I quote:

...if the proposed *Charter of Rights* became law, every head of provincial (and federal) legislative authority could be affected. Furthermore, the *Charter of Rights* would operate retrospectively as well as prospectively with the result that laws enacted in the future as well as in the past, even before Confederation, would be exposed to attack if inconsistent with the provisions of the *Charter of Rights*. This *Charter* would thus abridge provincial legislative authority on a scale exceeding the effect of any previous constitutional amendment for which provincial consent was sought and obtained.

As the guardian and protector of the rights of Québec, your Assembly must be vigilant and prevent these rights from being diminished in any way, unless it clearly consents to it beforehand.

The Government hopes that this fundamental task will unite all the Members on the National Assembly of whatever origin or party allegiance so that our people may see in you the image of solidarity on which they depend to safeguard their rights and ascertain the means to their full development.

The Honourable the Lieutenant-Governor retired, accompanied by his Aide-de-Camp.

With the unanimous consent of the Assembly, the Inaugural Message by the Prime Minister was suspended and Mr Charron moved:

*Qu'*afin de discuter et d'adopter le plus rapidement possible une position conjointe au nom de tous les citoyens du Québec pour réagir aux démarches entreprises par le gouvernement fédéral en vue du rapatriement de la Constitution canadienne et dans le but de faire connaître aux collègues des autres provinces et du Parlement canadien la position de l'Assemblée nationale du Québec, il y a urgence, conformément à l'article 84(2) du règlement, de suspendre les articles 22(1) (quant au message inaugural) et 22(3), 23, 30, 31, 33, 35, 36, 57, 77, 78, 79, 87, 88, 91;

que, nonobstant les dispositions de l'article 47(1) du règlement, toutes les séances de l'Assemblée soient publiques;

que l'Assemblée puisse siéger à compter de maintenant jusqu'à vingt-trois heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures;

*qu'*elle puisse siéger demain, le jeudi 1^{er} octobre, de dix heures à vingt-trois heures, avec suspension de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures;

*qu'*elle puisse également siéger le vendredi 2 octobre de dix heures à douze heures quarante-cinq minutes;

que, nonobstant la suspension des règles ci-dessus énumérées, il y ait période de questions orales des députés au début des séances des 1^{er} et 2 octobre 1981;

That in order to discuss and adopt without delay a common stand on behalf of all the people of Québec in reaction to the federal plan to patriate the Canadian Constitution, and to make known to our colleagues in the other provinces and in the Parliament of Canada the position of the National Assembly, it is urgent to suspend, pursuant to Standing Order 84(2), Standing Orders 22(1) (relating to the Inaugural Message), and 22(3), 23, 30, 31, 33, 35, 36, 57, 77, 78, 79, 87, 88, 91;

that, notwithstanding the provisions of Standing Order 47(1), all sittings of the Assembly be public;

that the Assembly be granted leave to sit immediately until eleven o'clock p.m., with suspension of proceedings from six o'clock until eight o'clock in the evening;

that it be allowed to sit tomorrow, Thursday, 1st October 1981, from ten o'clock a.m. until eleven o'clock p.m., with suspension of proceedings between one o'clock and three o'clock in the afternoon and six o'clock and eight o'clock in the evening;

that it also be allowed to sit on Friday, 2nd October 1981, from ten o'clock a.m. until fifteen minutes to one o'clock p.m.;

that, notwithstanding the suspension of the Standing Orders enumerated above, an Oral Question Period be held at the beginning of the sittings of 1st and 2nd October 1981;

que la suspension des règles ci-dessus énumérées soit en vigueur dès maintenant et jusqu'à la mise aux voix de la motion dont l'Assemblée est saisie et qui devrait avoir lieu le vendredi 2 octobre 1981, à douze heures quarante-cinq minutes.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Charbonneau, Champagne, Charron, Chevette, Clair, Dean, de Bellefeuille, de Belleval, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Grégoire, Guay, Harel, Johnson (Anjou), Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc, Léger, LeMay, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamou-raska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marquis, Marois (La Peltrie), Marois (Marie-Victorin), Martel, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), Ouellette, Pagé, Paquette, Parizeau, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—75.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bacon, Bélanger, Bourbeau, Caron, Cusano, Dauphin, Dougherty, Dubois, Forget, Fortier, French, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lalonde, Lavoie-Roux, Lincoln, Levesque (Bonaventure), Maciocia, Mailloux, Marx, Mathieu, Midlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Picotte, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt (Orford), Vallières.—38.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. le Président lit la motion suivante du Premier ministre qui sera discutée ce soir, à compter de vingt heures:

La Cour suprême du Canada ayant décidé que le projet fédéral concernant la Constitution du Canada réduit les pouvoirs de l'Assemblée nationale du Québec et que l'action unilatérale du gouvernement fédéral bien que légale est inconstitutionnelle parce que contraire aux conventions, cette Assemblée réclame du gouvernement fédéral

that the Standing Orders enumerated above be suspended immediately until the motion which is now before the Assembly is put to the vote scheduled for Friday, 2nd October 1981, at fifteen minutes to one o'clock p.m.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted on the following division:

With the unanimous consent of the Assembly, Mr President read the following motion by the Prime Minister which will be put to debate beginning at eight o'clock this evening.

The Supreme Court of Canada having decided that the federal proposal respecting the Constitution of Canada decreases the powers of the National Assembly of Québec and that unilateral action by the federal government, although legal, is unconstitutional, being contrary to the conventions, this Assembly demands that the federal gov-

qu'il renonce à sa démarche unilatérale, s'oppose à tout geste qui pourrait porter atteinte à ses droits et affecter ses pouvoirs sans son consentement, et demande au gouvernement fédéral et à ceux des provinces qu'ils reprennent sans délai les négociations dans le respect des principes et des conventions qui doivent régir les modifications du régime fédéral canadien.

À seize heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Charron, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

L'Assemblée prend alors en considération la motion suivante de M. Lévesque (Taillon):

La Cour suprême du Canada ayant décidé que le projet fédéral concernant la Constitution du Canada réduit les pouvoirs de l'Assemblée nationale du Québec et que l'action unilatérale du gouvernement fédéral bien que légale est inconstitutionnelle parce que contraire aux conventions, cette Assemblée réclame du gouvernement fédéral qu'il renonce à sa démarche unilatérale, s'oppose à tout geste qui pourrait porter atteinte à ses droits et affecter ses pouvoirs sans son consentement, et demande au gouvernement fédéral et à ceux des provinces qu'ils reprennent sans délai les négociations dans le respect des principes et des conventions qui doivent régir les modifications du régime fédéral canadien.

Et un débat s'élève.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Payne.

ernment renounce its unilateral course of action, is opposed to any action that could impair its rights and affect its powers without its consent, and requests the federal and provincial governments to resume negotiations immediately, with full respect for the principles and conventions that must apply to any modification of the Canadian federal system.

At fifty-five minutes past four o'clock p.m., on motion of Mr Charron, Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock p.m.

Eight o'clock p.m.

The Assembly then proceeded to consider the following motion by Mr Lévesque (Taillon):

The Supreme Court of Canada having decided that the federal proposal respecting the Constitution of Canada decreases the powers of the National Assembly of Québec and that unilateral action by the federal government, although legal, is unconstitutional, being contrary to the conventions, this Assembly demands that the federal government renounce its unilateral course of action, is opposed to any action that could impair its rights and affect its powers without its consent, and requests the federal and provincial governments to resume negotiations immediately, with full respect for the principles and conventions that must apply to any modification of the Canadian federal system.

And debate arising thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Payne.

À vingt-trois heures, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

At eleven o'clock p.m., the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock a.m.

Le Président

CLAUDE VAILLANCOURT

President

N° 2

ISSN 0703-5004

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente-deuxième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-Second Legislature

Le jeudi 1^{er} octobre 1981

Dix heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion suivante de M. Lévesque (Taillon):

La Cour suprême du Canada ayant décidé que le projet fédéral concernant la Constitution du Canada réduit les pouvoirs de l'Assemblée nationale du Québec et que l'action unilatérale du gouvernement fédéral bien que légale est inconstitutionnelle parce que contraire aux conventions, cette Assemblée réclame du gouvernement fédéral qu'il renonce à sa démarche unilatérale, s'oppose à tout geste qui pourrait porter atteinte à ses droits et affecter ses pouvoirs sans son consentement, et demande au gouvernement fédéral et à ceux des provinces qu'ils reprennent sans délai les négociations dans le respect des principes et des conventions qui doivent régir les modifications du régime fédéral canadien.

Thursday, 1 October 1981

Ten o'clock a.m.

The Assembly resumed debate on the following motion by Mr Lévesque (Taillon):

The Supreme Court of Canada having decided that the federal proposal respecting the Constitution of Canada decreases the powers of the National Assembly of Québec and that unilateral action by the federal government, although legal, is unconstitutional, being contrary to the conventions, this Assembly demands that the federal government renounce its unilateral course of action, is opposed to any action that could impair its rights and affect its powers without its consent, and requests the federal and provincial governments to resume negotiations immediately, with full respect for the principles and conventions that must apply to any modification of the Canadian federal system.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Et le débat continue.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt-heures

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. French.

À vingt-trois heures trente-cinq minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

At one o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock p.m.

Three o'clock p.m.

And debate continuing.

At six o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock p.m.

Eight o'clock p.m.

And debate continuing.

The debate was adjourned on motion of Mr French.

At thirty-five minutes past eleven o'clock p.m., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock a.m.

Le Président

CLAUDE VAILLANCOURT

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trente-deuxième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirty-Second Legislature

Le vendredi 2 octobre 1981

Dix heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion suivante de M. Lévesque (Taillon):

La Cour suprême du Canada ayant décidé que le projet fédéral concernant la Constitution du Canada réduit les pouvoirs de l'Assemblée nationale du Québec et que l'action unilatérale du gouvernement fédéral bien que légale est inconstitutionnelle parce que contraire aux conventions, cette Assemblée réclame du gouvernement fédéral qu'il renonce à sa démarche unilatérale, s'oppose à tout geste qui pourrait porter atteinte à ses droits et affecter ses pouvoirs sans son consentement, et demande au gouvernement fédéral et à ceux des provinces qu'ils reprennent sans délai les négociations dans le respect des principes et des conventions qui doivent régir les modifications du régime fédéral canadien.

Friday, 2 October 1981

Ten o'clock a.m.

The Assembly resumed debate on the following motion by Mr Lévesque (Taillon):

The Supreme Court of Canada having decided that the federal proposal respecting the Constitution of Canada decreases the powers of the National Assembly of Québec and that unilateral action by the federal government, although legal, is unconstitutional, being contrary to the conventions, this Assembly demands that the federal government renounce its unilateral course of action, is opposed to any action that could impair its rights and affect its powers without its consent, and requests the federal and provincial governments to resume negotiations immediately, with full respect for the principles and conventions that must apply to any modification of the Canadian federal system.

Au cours du débat, M. Charron dépose le document suivant:

Analyse média effectuée par le Bureau de recherches publicitaires ltée (Montréal), pour le compte du ministère des Communications.

(Document de la session n° 1)

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bacon, Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bélanger, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisailon, Bissonnet, Blais, Blank, Blouin, Bordeleau, Boucher, Bourbeau, Brassard, Brouillet, Charbonneau, Champagne, Charron, Chevrette, Clair, Dauphin, Dean, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Forget, Fortier, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Grégoire, Guay, Hains, Harel, Houde, Johnson (Anjou), Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Jolivet, Juneau, Kehoe, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Lalonde, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie-Roux, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc, Léger, LeMay, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marcoux, Marquis, Marois (La Peltrie), Marois (Marie-Victorin), Martel, Marx, Mathieu, Middlemiss, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), Ouellette, Pagé, Paquette, Paradis, Paré, Payne, Perron, Picotte, Polak, Proulx, Rancourt, Richard, Rivest, Rocheleau, Rochefort, Rodrigue, Ryan, Saintonge, Scowen, Sirros, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Orford), Vallières, Vaugois.—111.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Caron, Ciaccia, Cusano, Dougherty, French, Gratton, Lincoln, Maciocia, O'Gallagher.—9.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron propose:

Que, conformément à l'article 22(2) du règlement, cette Assemblée reconduise la liste des membres de la Commission de l'Assemblée nationale nommés lors de la session précédente, et que cette Assemblée se substitue à la Commission de l'Assemblée nationale et nomme les membres de chacune des commissions permanentes établies lors de la première session de la présente Législature.

La motion est adoptée.

During the debate, Mr Charron tabled the following document:

A media impact analysis prepared by the Bureau de recherches publicitaires ltée (Montréal) for the Department of Communications.

(Sessional Paper No. 1)

And debate continuing.

The motion was then adopted on the following division:

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron moved:

That this Assembly, pursuant to Standing Order 22(2), renew the membership of the Committee on the National Assembly and take the place of this Committee in reappointing the members of each of the Standing Committees established in the First Session of the present Legislature.

The motion was adopted.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron propose:

Que, conformément à l'article 6 du règlement, tous les projets de loi soient inscrits au Feuilleton, lors de la reprise de nos travaux, au stade où ils se trouvaient au moment de la prorogation de la première session de la 32^e Législature.

La motion est adoptée.

L'honorable lieutenant-gouverneur fait son entrée dans l'Assemblée nationale, accompagné de son aide de camp et occupe le fauteuil.

Après quoi, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de clore la deuxième session de la 32^e Législature de la province de Québec, par le discours suivant:

*Mesdames et Messieurs
de l'Assemblée nationale,*

La session spéciale qui se termine aujourd'hui a été brève, puisqu'elle n'a duré que trois jours. Mais elle a sans doute été l'une des plus remarquables de l'histoire de notre parlement québécois, à cause de l'importance de la motion que vous aviez à débattre.

Vous vous êtes unis pour défendre les droits de l'Assemblée nationale, sans pour autant porter atteinte aux principes fondamentaux qui caractérisent les principales formations politiques de cette Assemblée.

Vous avez souhaité la reprise des négociations dans le respect de nos conventions constitutionnelles. Espérons que ce souhait se réalisera le plus tôt

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron moved:

That when the Assembly reconvenes, all Bills be reinstated on the Agenda Paper at the stage they had reached at the prorogation of the First Session of the 32nd Legislature, pursuant to Standing Order 6.

The motion was adopted.

The Honourable the Lieutenant-Governor, accompanied by his Aide-de-Camp, entered the National Assembly and occupied the Chair.

After which, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec was pleased to close the Second Session of the 32nd Legislature of the Province of Québec, with the following speech:

*Ladies and Gentlemen of the
National Assembly,*

The special session which is about to draw to a close has been a short one, lasting only three days. But, unquestionably, it has been one of the most important in the history of the Parliament of Québec, due to the nature of the motion you have had to debate.

You have united to defend the rights of the National Assembly without for all that compromising the fundamental principles which characterize the major political parties represented in this House.

You have expressed a desire for renewed negotiations out of respect for our constitutional conventions. It is hoped that your request will receive

possible, afin que s'établisse un climat de détente non seulement au Québec, mais par tout le Canada.

En prorogeant cette deuxième session de la 32^e Législature, je vous félicite et vous remercie au nom de tous les citoyens et citoyennes du Québec.

L'honorable lieutenant-gouverneur se retire, accompagné de son aide de camp.

Puis, M. le Président s'exprime comme suit:

C'est la volonté et le désir de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec que cette deuxième session de la 32^e Législature soit prorogée *sine die*, et cette session est, en conséquence, prorogée *sine die*.

prompt consideration so that political tensions will be eased not only in Québec but in all of Canada.

As I prorogue this Second Session of the 32nd Legislature, may I commend you and thank you on behalf of all the people of Québec.

The Honourable the Lieutenant-Governor withdrew, accompanied by his Aide-de-Camp.

Mr President then spoke as follows:

It is the will and pleasure of the Honourable the Lieutenant-Governor that this Second Session of the 32nd Legislature be prorogued *sine die*; and this Session is accordingly prorogued *sine die*.

Le Président

CLAUDE VAILLANCOURT

President